

Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 8 (1920)

Heft: 109

Artikel: Election des preudes femmes à Neuchâtel

Autor: E.P.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-255960>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE

Mouvement Féministe

Paraissant le 10 et le 25 de chaque mois

ABONNEMENTS

SUISSE..... Fr. 5.—
 ETRANGER... > 6.50
 Le Numéro.... > 0.25

RÉDACTION et ADMINISTRATION

Mlle Emilie GOURD, Pregny (Genève)
 Compte de Chèques I. 943

ANNONCES

12 insert. 24 insert
 La case, Fr. 35.— 60.—
 2 cases, > 60.— 100.—
 La case n° 1 insertion: 5 Fr.

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs

Les abonnements partent du 1^{er} janvier. A partir de juillet, il est délivré des abonnements de 6 mois (3 fr.) valables pour le second semestre de l'année en cours.

SOMMAIRE : L'Assemblée plénière de la Société des Nations : E. Gd. — L'idée marche... — Election des preudes femmes à Neuchâtel : E. P. — A travail égal, salaire égal?... (Les traitements des institutrices au Grand Conseil vaudois) : J. DE L. H. — Maitresses d'école mariées : I. A Bâle : G. GERHARD ; II. Une opinion à Genève : Marg. GRANGE ; III. Et à Zurich : E. Gd. — Notre plébiscite (suite) : neuf réponses. — La question des mœurs et la réglementation (suite) : E. Gd. — Association suisse pour le Suffrage féminin. — A travers les Sociétés féminines.

L'Assemblée plénière de la Société des Nations

Comme il nous paraît ressortir des jugements portés par nos lectrices sur notre journal que les articles qu'elles goûtent le plus sont nos chroniques parlementaires, tant fédérales que cantonales — lesquelles, disent-elles, les mettent au courant sous une forme résumée, mais documentée, des débats qu'elles n'ont guère le temps de suivre dans la presse quotidienne, nous ne doutons pas que, s'élevant de la politique cantonale ou nationale à la grande politique internationale, elles n'attendent également de nous des comptes-rendus des assises historiques qui se tiennent actuellement à Genève.

Nous n'aurons garde de les décevoir. Car nous pensons avec elles que c'est faire œuvre nécessaire d'éducation civique de la femme que de lui montrer combien la touchent de près tous ces problèmes auxquels trop d'esprits arriérés voudraient encore nous faire croire que nous ne comprenons rien et ne pouvons rien comprendre. L'affluence féminine à la Salle de la Réformation (il y a certainement plus de femmes que d'hommes, soit à la tribune diplomatique, soit à la galerie réservée au public) est déjà d'ailleurs, et la part faite de l'inévitable snobisme, un démenti à cette théorie de l'indifférence de la femme pour les questions d'ordre général.

Pour aujourd'hui toutefois, nous prions nos lectrices de bien vouloir prendre patience jusqu'à notre prochain numéro. Car nous ne pourrions leur donner encore que des impressions extérieures, des croquis de salle, des silhouettes de parlementaires, des aperçus forcément fragmentaires de ces passionnantes assemblées, et il nous paraît mieux d'attendre la vue d'ensemble de cette première session, vue que nous ne pourrions avoir qu'une fois les travaux terminés, avec le léger recul nécessaire pour un jugement motivé. Les fidèles de notre journal ne perdront donc rien pour attendre.

E. Gd.

L'idée marche...

D'Italie nous arrive, dans l'*Attività femminile sociale* de Rome, un intéressant article de M^{me} I. Magliochetti sur le vote presque unanime de la Chambre en faveur du suffrage féminin municipal. Ce vote doit encore, il est vrai, être ratifié par le Sénat ; mais à l'inverse du Sénat français si réfractaire au vote des femmes (et l'Union française S. F. vient d'être obligée de faire encore par l'organe de sa présidente, M^{me} de Witt-Schlumberger, une démarche auprès de lui), il semble que la Chambre Haute italienne ne fera pas de difficultés pour reconnaître aux

femmes ce premier droit. « Nous sommes d'autant plus certaines du succès, écrit M^{me} Magliochetti, que, d'une part, le Sénat a été rajeuni lors des dernières élections par des éléments nouveaux, qui se placent à un point de vue moderne, alors que, d'autre part, nous y comptons d'anciens et fidèles partisans ».

D'autre part, et puisque il s'agit ici spécialement aujourd'hui de suffrage municipal, voici les résultats des récentes élections administratives anglaises que nous sommes en mesure de communiquer à nos lecteurs : bon nombre de femmes ont été élues, bien que la majorité d'entre elles aient refusé de se laisser porter par un parti politique — manifestation frappante et intéressante d'un individualisme féminin peut-être exagéré. Dans d'autres cas, et la chose est amusante à signaler, des femmes sont restées sur le carreau... parce qu'elles étaient des partisans fervents de réformes dans l'éducation, et que les électeurs ont craint apparemment d'augmenter de ce fait les charges budgétaires déjà lourdes inscrites à ce poste ! Citons notamment parmi les élues Miss Eleanor Rathbone, que nos lecteurs se souviennent d'avoir vue et entendue au Congrès de Genève, la présidente actuelle de l'Union nationale des Sociétés suffragistes anglaises, et dont la réélection au Conseil municipal de Liverpool n'a été combattue par personne ; Miss Herford à Southampton, Miss Sutton à Reading, la première femme qui ait été élue conseillère municipale en 1907, date à laquelle cette forme d'éligibilité a été reconnue aux Anglaises, et qui, depuis lors n'a jamais quitté ce poste, etc., etc. Les élections ont été beaucoup plus fréquentées que précédemment, et les femmes ont prouvé qu'elles comprenaient la responsabilité qui leur incombait en venant nombreuses au scrutin.

Election des preudes femmes à Neuchâtel¹

Les membres des conseils de prud'hommes viennent d'être élus, sans grand bruit, dans notre ville. Les intéressés savaient que le Conseil communal désirait éviter les frais et le travail nécessités par le scrutin et se sont bénévolement arrangés à ne pas présenter plus de candidats qu'il n'y avait de juges à élire, de sorte que le principe du vote tacite a prévalu dans tous les

¹ Notre collaboratrice tient essentiellement à ce terme, qu'elle estime conforme à la tradition historique. (Réd.)



groupes, et que les électeurs et électrices qui avaient été convoqués pour les 27 et 28 novembre, sont restés chez eux. (Notons que deux femmes avaient été désignées par le Conseil communal comme membres du Bureau électoral, l'une d'elles en qualité de vice-présidente). Le travail en vue des élections a donc consisté uniquement à présenter des candidats. Du côté féminin, on s'est contenté de repourvoir les postes devenus vacants depuis 1917. Par suite d'un malentendu, une place a été perdue dans le groupe de l'alimentation, mais sera facile à récupérer dans trois ans. Par contre, cette fois, une première ouvrière horlogère a été présentée par le syndicat et élue. Dans l'ensemble, le nombre des femmes élues reste le même, soit : Alimentation : 1 patronne, 1 employée; vêtement et parure : 3 patronnes, 3 ouvrières; horlogerie : 1 ouvrière; professions diverses : 5 patronnes, 5 employées. Total : 19 sur 120 prud'-hommes. (Rappelons, pour donner à cette proportion sa juste valeur, que le « Bâtiment », et à Neuchâtel-Ville, l'« Horlogerie et la Mécanique » n'intéressent que peu ou point les femmes).

Les démarches faites pour présenter les candidates ont remis en lumière l'insuffisance, pour ne pas dire la nullité, des organisations professionnelles féminines. De nouveau, c'est l'Union Féministe qui a dû prendre en main le mouvement. Elle se propose, pour de nouvelles élections, de susciter la formation d'un comité d'initiative plus adéquat à ce travail, dans lequel il y a lieu d'espérer que les preudes femmes déjà élues seront les premières à prendre place. Les présentations se feront alors avec plus de facilité et d'une façon plus normale.

Il a suffi de ces trois ans et de ce premier exercice pour que la participation des femmes aux tribunaux professionnels soit tout à fait entrée dans les mœurs; il y a trois ans, nous avions poussé au scrutin effectif, afin de faire une manifestation qui a été jugée imposante. Cette année, pareille manifestation eût été jugée superflue, et taxée de vaine agitation et de dilapidation des deniers publics. Les places occupées par les femmes ne leur ont pas été contestées. Les élues d'il y a trois ans se sont sagement et modestement acquittées de leurs fonctions. Aucune ne se plaint que la fréquence des séances ait mis son existence sens-dessus-dessous. Certaines, au contraire, seraient tentées de réclamer de plus fréquentes convocations... Et quelles catastrophes ne nous avait-on pas prédites! E. P.

A travail égal, salaire égal?...

Les traitements des institutrices au Grand Conseil vaudois

L'Idée marche, sans doute, mais force nous est de reconnaître que chez nous, hélas! comme pour mettre son pas en accord avec le parler un peu traînant de notre terroir, elle avance d'une allure terriblement lente. C'est pour nous toujours une cause d'étonnement pénible, lorsque nous constatons qu'entourée de pays où l'Idée progresse à pas de géant, notre patrie, les yeux fixés sur le passé, ose à peine s'aventurer dans les sentiers nouveaux. Non qu'elle ne les distingue pas, ces sentiers de l'avenir; mais sait-on bien où ils mènent? Et n'est-il pas plus sage de s'en tenir à la grand'route où l'on chemine depuis des siècles? Disons-le franchement: la surprise que nous a causée cette semaine notre Grand Conseil a été, non seulement pénible, mais douloureuse. Le débat — un long et copieux débat — portait sur la révision des traitements alloués au corps enseignant des écoles primaires. Sans doute, pensions-nous, le Grand Conseil en profiterait pour redresser des erreurs et montrer qu'un prin-

cipe d'aussi élémentaire justice que celui de : *à travail égal, salaire égal* est désormais un fait acquis dont la justesse n'entre même plus en cause? Nous attendions trop, hélas, de ce débat et les faits se sont chargés de nous détromper. Indépendamment des capacités intellectuelles et du travail fourni, l'ancienne différence établie entre les sexes subsiste dans la nouvelle loi sur les traitements. Voyons un peu les chiffres:

Traitement initial des instituteurs primaires	Fr.	4000.—
» » » institutrices	»	3500.—
Pendant l'année de stage: instituteurs	»	3750.—
» » » institutrices	»	3250.—

Dès le départ donc, les institutrices sont désavantagées vis-à-vis de leurs collègues masculins. Cela est-il juste? Et voyons encore comment se poursuit cette inégalité initiale:

Augmentations suivant les années de service:

Après 3 ans	Instituteurs	Fr.	400.—	Institutrices	Fr.	250.—
» 6 »	»	»	800.—	»	»	500.—
» 9 »	»	»	1200.—	»	»	750.—
» 12 »	»	»	1600.—	»	»	1000.—
» 15 »	»	»	2000.—	»	»	1250.—
» 18 »	»	»	2500.—	»	»	1500.—

Ces chiffres me semblent encore plus éloquents que ceux que je citais tout à l'heure: par le simple jeu de la multiplication, la différence initiale de 150 fr. ne finit-elle pas par se hausser à 1000 fr.?

Or, la revendication des institutrices primaires demandant un salaire minimum égal à celui des instituteurs a été, comme le dit un de nos quotidiens, « courtoisement écartée ». La Commission a motivé son refus en faisant appel au fait que l'Etat a tout intérêt à mettre un futur chef de famille en état de se marier le plus tôt possible. Il est évident que la question des charges de famille a une importance *capitale*, et nous sommes les premières à le reconnaître. Mais pourquoi alors ne pas établir une distinction entre le personnel enseignant marié et le personnel enseignant célibataire, et, ceci fait, mettre sur un pied d'égalité complète instituteurs et institutrices célibataires? ¹

Que l'Etat cherche à protéger le foyer et les enfants en avantageant le chef de famille, cela se comprend. Mais que dire alors — et si nous avons gardé ce fait pour la fin, c'est qu'il nous paraît le plus étonnant et le plus désolant de tous — que dire du geste du Grand Conseil repoussant la motion Mercier: que les institutrices veuves reçoivent les mêmes augmentations que les instituteurs mariés? Il y a là une inégalité de traitement fondée sur la seule différence des sexes contre laquelle nous ne saurions trop protester: chefs de ménage, les femmes avec charge d'enfant ne devraient-elles pas être assimilées complètement aux pères de famille?

Encore une fois, nous nous étonnons.

J. DE L. H.

Maîtresses d'école mariées

I. A Bâle

Nous touchons ici à un des problèmes les plus complexes du féminisme, problème bien connu sous le nom de la « double vocation de la femme ». Pour le moment ce n'est qu'un problème, qui ne peut être ni écarté par un geste élégant, ni résolu par un blâme sévère, ainsi que le pensent les suffragistes au sens le

¹ Un orateur a proposé que les institutrices mariées fussent contraintes à démissionner; cet amendement a été repoussé, « les institutrices mariées dirigeant leur classe avec un sentiment maternel déve- loppé ».